

Oui #LibérezleSoudan, mais de quoi et par qui ?



Article paru en langue anglaise sur le site the funambulist :
<https://thefunambulist.net/magazine/the-night/yes-freesudan-but-from-what-and-by-whom>
Traduction amatrice en langue française

Muzan Alneel

Publié le 17 Septembre 2024

Depuis Avril 2023, le Soudan est pris dans une guerre entre les forces armées soudanaises et Les forces de support rapide (FSR), qui ont toutes les deux confisqué la révolution de 2018 au peuple Soudanais. A l'international, les appels à « libérer le Soudan » font échos à ceux pour « libérer la Palestine », souvent sans prendre en compte les spécificités de la politique soudanaise. Nous avons demandé à Muzan Alneel de nous parler de ce slogan pour en sortir la vision politique propre à la situation au Soudan.



« le train de la liberté » pendant la révolution soudanaise de 2019. / Photo de Manula Amin (17 août 2019)

Il est évident que le slogan et l'appel « Free Sudan » (Libérez le Soudan) s'est répandu récemment grâce aux efforts accomplis pour mettre en avant les atrocités de la guerre infligées au peuple soudanais, au même moment où le slogan « Free Palestine » (Libérez la Palestine) a reçu un soutien considérable de la part de l'opinion publique. La libération de tous les peuples, cela nécessite que nous nous émancipions des pouvoirs coercitifs et que nous soyons habilités à décider de nos conditions sociales et économiques, ce qui est le but final de tout projet révolutionnaire digne de ce nom. C'est aussi un but central et critique des analyses matérialistes qui cherchent à montrer que tout appel à libérer un peuple ne peut se comprendre sans sa réalité et son contexte. Contextualiser la liberté devient ainsi une étape fondamentale pour arriver

à cette liberté, et définir les obstacles à la liberté devient une étape nécessaire à l'élaboration du chemin pour y parvenir.

Ce travail doit être encadré par une analyse matérialiste, et l'on ne doit pas dépeindre les luttes de manière générale, car cela floute les détails de chaque réalité. Une telle analyse devra explorer les structures économiques de base de chaque société, autant que les super-structures qui donnent forme à la réalité de leur luttes. En faisant cela, il sera alors plus difficile de les résumer en des slogans simplistes qui ont pour but d'augmenter les soutiens à leur cause. Néanmoins, il faut ici faire un choix, entre prioriser la compréhension des personnes extérieures ou avancer efficacement sur le projet révolutionnaire en fonction de la réalité des personnes menant cette lutte.

Dans le contexte soudanais, l'appel pour la liberté a été central dans les luttes politiques. « Liberté, Paix et Justice » a été l'un des slogans qui ont façonné la révolution de 2018 contre Omer al-Bashir et ses politiques d'austérité. Après que les manifestations ont poussé le conseil militaire à renverser le président, et avec la formation d'un gouvernement de transition, les révolutionnaires soudanais ont engagé des discussions et des débats sur les slogans qu'ils utilisaient. La réalité des oppressions militaires dans un pays ravagé par la guerre, ainsi que des conditions économiques terribles, ont renforcé l'appel des révolutionnaires pour la libération du régime militaire et pour une paix durable et une justice économique et sociale. Cela fut le résultat d'une lutte entre des comités de

résistance locaux, nouvellement formés, et les forces politiques investies dans le maintien en place des anciennes structures d'oppression et d'injustice. Ces forces politiques n'étaient pas composées seulement des anciens membres de l'ancien régime mais aussi de membres du nouveau gouvernement de transition : des groupes militaires cherchant à maintenir leur contrôle sur les ressources du pays et du peuple, ainsi que leur nouveaux partenaires civils qui ont utilisé la révolution soudanaise comme un marchepied, pour atteindre les plus hauts échelons des structures de pouvoir, celles-là même contre lesquelles le peuple s'était soulevé. Ces deux forces contre-révolutionnaires ont été soutenues et renforcées par des forces régionales et internationales qui les ont poussé à continuer les politiques néo-libérales de l'ancien gouvernement, ainsi qu'à anéantir les aspirations démocratiques du peuple soudanais. Une ligne directe peut être dessinée entre d'une part la légitimation du conseil militaire et son soutien des élites locales et étrangères et d'autre part la guerre qui a lieu actuellement entre deux forces qui étaient auparavant alliée dans ce conseil, depuis avril 2023. Les forces armées soudanaises (SAF, Sudanese Armed Forces) et les forces de soutien rapide (RSF, Rapid Support Forces) qui sont les deux factions en guerre ont toutes les deux toujours obtenu leur pouvoir et leur légitimité par la violence, de telle sorte que leur tentatives respectives de prendre le pouvoir de manière totale et violente était une étape à venir raisonnable et prédictible.

Le but était notamment de parvenir à une réelle justice, surtout au regard des violences infligées aux manifestants

pendant la révolution par les membres du conseil militaire, ainsi que sur la population soudanaise depuis des dizaines d'années déjà, à travers la guerre, les déplacements et le pillage de ressources. Pour autant, les membres civils du gouvernement se sont investis dans la fabrication du consentement, présentant leurs partenaires militaires comme la seule voie rationnelle. Ils ont aussi mis une grande énergie à supprimer du débat politique les revendications économiques et ils ont fermé les yeux à propos des libertés sociales, telles que les libertés individuelles des femmes. Au lieu de tout cela, ils ont justifiés leurs politiques d'austérité à travers un schéma narratif classique, promettant de meilleurs futurs, qui résulteraient de l'acceptation de l'État soudanais par la « communauté internationale » et son ordre néo-libéral. De ce fait, la période de transition a été une période pendant laquelle les slogans de la révolution ont été détourné et caractérisée par des tentatives sans relâche d'embrouiller les esprits du peuple quant à leurs revendications et leurs intérêts.

Dans « Freedom and Development » (Liberté et développement) (1973), le premier président de la Tanzanie indépendante, Julius Nyerere, questionne les deux termes du titre via des perspectives socialistes et anti-impérialistes. Il propose des définitions qui sont proches du sens que leur donne la révolution soudanaise, mais totalement opposées aux définitions données par les élites civiles et militaires. La définition de la la liberté que donne Nyerere s'articule autour de trois thèmes : premièrement la liberté nationale et l'auto-détermination, deuxièmement la liberté vis à vis de

la faim, des maladies et de la pauvreté et troisièmement la liberté individuelle, nécessaire pour préserver la dignité et l'égalité. Il s'intéresse aussi à la relation cruciale entre le développement et la liberté, car « sans liberté, vous n'aurez pas de développement, et sans développement vous perdrez rapidement votre liberté ». Nyerere définit ici le développement comme un moyen d'accroître les libertés du peuple et par conséquent, « celui-ci doit le servir ainsi que ses intérêts » : c'est à dire que « le développement veut dire développement du peuple, tandis que les routes, les bâtiments, l'augmentation des ressources agricoles, entre autres choses, ce ne sont pas le développement en soi mais de simples outils du développement ». Cette citation de Nyerere aurait pu être facilement utilisée contre les politiques et les récits des gouvernements successifs au Soudan, dont le gouvernement de al-Bashir, le gouvernement de transition, et celui qui suivit le coup d'état. En utilisant ces définitions, il devient évident que les militaires et les civils qui ont gouverné le Soudan ces dernières années n'ont pas cherché le véritable développement ni la liberté pour le peuple de ce pays, malgré l'usage abusif et répété de ces termes dans leur discours.

Au delà de ces définitions, j'ajouterais que la partie la plus importante dans le texte de Nyerere est la déclaration suivante : « les exploiters qui sont apparemment tant aimés de nos dirigeants, tant ils parlent d'eux, sont un facteur négligeable dans notre développement ». Dans le contexte post-indépendance de la Tanzanie, quand ce texte à été écrit, il est clair que Nyerere faisait référence aux

colonisateurs d'un passé récent. Et bien que cette citation ne laisse pas supposer que tous les impacts de la colonisation sont effacés par l'indépendance politique elle donne néanmoins tout le poids et toute l'importance qui reviennent à la nécessité de l'auto-détermination en ce qui concerne le fait de prendre des décisions, puisque c'est celle-ci qui permet aux nations de dessiner elles-mêmes le chemin de leur développement, contre l'intérêt des exploiters, les rendant ainsi négligeables. Ici, Nyerere critique les dirigeants politiques qui consacrent leur temps et énergie à négocier avec ces exploiters négligeables, au lieu de saisir les opportunités de liberté et de développement pour et par leur peuple. Cette logique doit être appliquée pour élaborer les étapes de toute véritable émancipation du peuple de leurs exploiters, internes comme externes

Durant les six dernières années, le pouvoir des exploiters sur la liberté et le développement du peuple soudanais a beaucoup varié. Ce pouvoir pervers a subi un premier coup à sa stabilité pendant la première année de la révolution. En 2019, les manifestants eux-même – et sa capacité à s'organiser en des comités à la base de la résistance – ont relativement remué le contrôle du régime militaire. Néanmoins, le plus gros coup donné à ce système fut lors de la grève de deux jours qui a bloquées le pays dans sa totalité en mai 2019. Cette démonstration de puissance de la part du peuple et des travailleurs, qui réclamaient un gouvernement entièrement civil, a accéléré la réaction violente de l'État, laquelle était nécessaire pour étouffer dans l'œuf le changement révolutionnaire, à travers le

massacre de juin 2019. Peu de temps après, les élites militaires et civiles ont unis leurs efforts pour produire une violence et une propagande malveillante afin de créer un gouvernement de transition et restaurer leur contrôle sur la population. En moins de deux ans, le conseil militaire a cherché à obtenir les pleins pouvoirs sur le pays via un coup d'état qui a relancé les revendications de retrait des forces militaires des prises de décisions politiques.

L'organisation et le projet politique des comités de résistance évoluèrent drastiquement dans les mois qui suivirent. Cela s'est vu dans la férocité et la discipline du mouvement de contestation inarrêtable, ainsi que les chartes produites par les comités. En cherchant le soutien des comités de la résistance, les exploiters élitistes au pouvoir ont clairement compris qu'ils rencontreraient une opposition si l'un de leurs partenaires précédents réclamaient une place dans les instances de pouvoir, ou encore si la communauté internationale cherchait à rétablir le pouvoir autour de leurs intérêts. Un état de tension était palpable entre les deux camps dans les mois suivant le coup d'état, alors que les forces militaires restaient incapables de former un gouvernement pendant plus d'une année, malgré leur prise de pouvoir, cela étant dû à la mobilisation dans la rue par les comités de résistance et leur contrôle du débat et du récit public. On assista au retour des appels pour la liberté et pour le pouvoir au peuple, après qu'ils aient été étouffés pendant des mois par le gouvernement de transition et sa propagande. Incapable d'obtenir un soutien de la population pour leur projets politiques élitistes, à cause du coup d'état ou de leur précédents

partenaires, les élites soudanaises s'en remirent finalement à la violence afin de regagner leur pouvoir. La guerre éclata entre les SAF (Sudanse Armed Forces, forces armées soudanaises) et RSF (Rapid Support Forces, forces de soutien rapide) dans la capitale, Khartoum, en avril 2023, avec les deux camps clamant leur légitimité par les armes et par la violence.

Bien que les structures populaires locales aient perdu leur poids dans la prise de décision politique, ces structures sont les principales entités qui protègent la vie et la liberté du peuple soudanais en temps de guerre.

De plus, elles sont les sources principales d'informations et de nouvelles à un moment où l'aide internationale et les nouvelles organisations ont échoué. Bien que ces structures soient capables de diminuer les souffrances de la population, leur potentiel pour aller de manière durable vers la liberté et le développement est dépendant de la mise en place d'un projet politique révolutionnaire durable et cohérent qui saura acquérir du pouvoir tout en priorisant les intérêts de la population. La libération du Soudan ne pourra venir que d'un projet politique révolutionnaire construit sur les expériences des organisations de la base. Par conséquent, tout effort visant à bénéficier à la population, tout effort visant à la libération du Soudan doit soutenir un tel projet politique et éviter de donner du pouvoir aux exploiters qui entravent la liberté et le développement au Soudan.

